

O G E C JEAN PAUL II

28, Rue Voltaire

55000 BAR.LE.DUC

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023

Christophe PETITJEAN

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de l'Est

29, Boulevard de la Rochelle

55000 BAR LE DUC

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

CHRISTOPHE PETITJEAN
EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
INSCRIT AU TABLEAU DE LA RÉGION GRAND EST

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE EST

29, Boulevard de la Rochelle
55000 BAR LE DUC

TEL : 03 29 79 04 42
MAIL : cpetitjean@fidurex.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023

OGEC JEAN PAUL II

28, Rue Voltaire – BP n°9

55001 BAR LE DUC CEDEX

A l'assemblée générale de l'OGEC JEAN PAUL II,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC JEAN PAUL II relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

CP

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les ressources de votre association contiennent deux postes significatifs : les forfaits versés par l'état et les collectivités locales ainsi que la scolarité facturée aux familles.

Dans le cadre de mon appréciation des principes comptables significatifs suivis par l'association et des informations mentionnées dans l'annexe et le rapport de gestion, j'ai effectué des sondages et des contrôles analytiques visant contrôler la recherche de votre entité en terme d'exhaustivité des produits issus de la contribution familiale et des forfaits versés par l'état et les collectivités locales en me basant sur les effectifs de l'établissement et les tarifs pratiqués ainsi que les forfaits publiés au niveau national, régional et départemental.

De même, je me suis assuré de la bonne affectation des différents financements qui vous ont été octroyés sur l'exercice en consultant les conventions relatives aux investissements réalisés et en les rapprochant des investissements concernés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

CP

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à BAR LE DUC,
Le 25 septembre 2025

Christophe PETITJEAN
Commissaire aux comptes



OGEC JEAN PAUL II

28, Rue Voltaire – BP n°9

55001 BAR LE DUC CEDEX

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BAR LE DUC,
Le 25 septembre 2025

Christophe PETITJEAN
Commissaire aux comptes



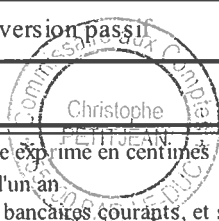
Bilan Actif

		31/08/2023			31/08/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	13 695	13 695		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	62 303	4 748	57 555	1 662 352
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	1 523 604	1 319 486	204 117	212 463
	Immobilisations corporelles en cours	3 600		3 600	6 804
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.	215 223		215 223	215 223
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	9 847		9 847	9 847
	Autres immobilisations financières	197		197	197
TOTAL (I)		1 828 469	1 337 929	490 539	2 106 886
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	141 854	80 707	61 146	52 554
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	36 309		36 309	156 568
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 529 352		1 529 352	1 473 834
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	26 782		26 782	24 055
	TOTAL (II)	1 734 297	80 707	1 653 589	1 707 010
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		3 562 765	1 418 637	2 144 129	3 813 897
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				10 044	10 044
(3) dont à plus d'un an					



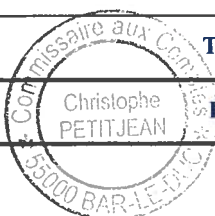
Bilan Passif

		31/08/2023	31/08/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	918 201	918 201
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité <i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	142 263	142 263
	Autres		
	Report à nouveau	1 612 991	1 455 592
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(1 124 834)	157 399
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Total des fonds propres (situation nette)	1 548 620	2 673 454
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	158 416	185 421
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	158 416	185 421
Total des fonds propres		1 707 036	2 858 875
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	82 081	60 968
Total des provisions		82 081	60 968
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		255 588
	Emprunts et dettes financières divers	500	1 000
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	43 207	44 282
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	113 487	125 085
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	84 315	105 825
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	38 083	56 111
	Autres dettes	63 836	307 600
	Produits constatés d'avance	11 584	(1 438)
Total des dettes		355 012	894 054
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		2 144 129	3 813 897
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(1 124 834,12)	157 398,95
(1) Dont à moins d'un an		311 805	849 772
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



Compte de Résultat 1/2

		31/08/2023	31/08/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	17 610	10 406
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	1 108 488	1 061 222
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 252 050	1 099 196
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	3 500	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	62 048	54 441
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation		2 443 697	2 225 266
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	17 610	10 406
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 132 597	952 399
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	26 563	57 680
	Salaires et traitements	665 714	598 384
	Charges sociales	205 529	181 095
	Dotation aux amortissements et dépréciations	94 920	249 019
	Dotation aux provisions	82 081	60 968
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
Total des charges d'exploitation		2 225 013	2 109 951
RESULTAT D'EXPLOITATION		218 683	115 315



Compte de Résultat 2/2

		31/08/2023	31/08/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		218 683	115 315
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	16 136	2 025
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	16 136	2 025
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 742	3 231
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	3 742	3 231
RESULTAT FINANCIER		12 394	(1 206)
RESULTAT COURANT avant impôts		231 077	114 109
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 623	1 895
	Sur opérations en capital	41 033	41 671
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	42 656	43 566
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 265 647	147
	Sur opérations en capital	132 736	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	1 398 383	147
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 355 727)	43 419
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		184	129
TOTAL DES PRODUITS		2 502 488	2 270 857
TOTAL DES CHARGES		3 627 322	2 113 458
EXCEDENT ou DEFICIT		(1 124 834)	157 399
Part du résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/08/2023

Annexes



Identification de l'association

Désignation de l'association : OGEC JEAN-PAUL II

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023, dont le total est de 2 144 129 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de - 1 124 834 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2022 au 31/08/2023.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'association.



Règles et méthodes comptables

Objet social et activités

L'organisme de gestion (OGE) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. En l'espèce, OGE Jean-Paul II, organisme de gestion des établissements catholiques d'enseignement de BAR LE DUC suivants :

- Ecole Bradfer / Saint Jean-Baptiste,
- Collège La Croix,
- Lycée Saint Louis.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, « l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé ».

L'OGE peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGE peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGE peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Les ressources de l'association se composent

- Des contributions et participations des familles,
- Des contributions, participations et subventions versées par l'Etat et les collectivités territoriales,
- Des intérêts et revenus du patrimoine de l'association,
- Du produit de sa gestion propre et plus généralement de toutes ressources non interdites par la loi et les règlements en vigueur,
- D'une cotisation qui peut être demandée et fixée par le conseil d'administration.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2023 ont été établis et présentés conformément :

- Aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (art. 833-1 à 833-20)
- Aux dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08.

Ces règlements succèdent au règlement CRC 99-01 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Le passage du règlement CRC n° 99-01 au règlement ANC n°2018-06 engendre des changements de méthodes nécessitant des informations spécifiques ci-après mentionnées.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,



Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Changements comptables

La première application des règlements ANC n°2018-06 a constitué un changement de méthode comptable lors de son premier exercice d'application (exercice clos au 31/08/2021). Ce changement de méthode a affecté la présentation des comptes sur les points suivants :

Modification du plan comptable :

*** Les comptes de capitaux (classe I) :**

- Disparition de la notion de fonds associatifs, au profit de celle de fonds propres ;
- Aux comptes de fonds dédiés de « racine 19 », s'ajoutent les fonds reportés liés aux legs ou donations. L'association n'a pas bénéficié de fonds dédiés, ni de legs.
- Disparition de la notion de subventions sur biens renouvelables et non renouvelables au profit des seules subventions d'investissement. Cette application est rétrospective. En conséquence, les subventions d'investissement ont été reclassées en compte 131 et amorties au même rythme que les biens qui s'y rattachent.

*** Les comptes de ressources permettent d'assurer l'origine et la nature du financement :**

- *Traitement des fonds dédiés* : Le nouveau règlement comptable précise que seulement trois catégories de ressources peuvent être inscrites en fonds dédiés :
 - . Les subventions d'exploitation publiques ;
 - . Les ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie ;
 - . Les contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'association n'a comptabilisé aucun fonds dédié sur l'exercice 2022/2023.
- *Impact sur la présentation du compte de résultat* : Dans le nouveau règlement, le résultat est décomposé en trois agrégats : le résultat d'exploitation, le résultat financier et le résultat exceptionnel. D'une manière générale, les produits d'exploitation sont distingués selon leur nature et leur financeur. Selon l'art.431-9 règlement comptable ANC n°2018-06, les concours publics octroyés à l'association doivent faire l'objet d'une information en annexe. Conformément à la réforme, les concours publics comptabilisés anciennement en comptes 706 ont été reclassés en compte 73 sur l'exercice 2020/2021. Ils se répartissent de la sorte :
 - . Aides Assistance Scolaire Personnalisée (ASP), Contrats Uniques d'Insertion (CUI), et Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) versées par le Ministère du travail ;
 - . Forfaits Externat pour le collège et le lycée, versés par l'Etat ;
 - . Forfait Externat pour le lycée versé par la Région ;
 - . Forfait Externat pour le collège versé par le Département ;
 - . Forfaits reçus en fonction du nombre d'élèves de la part de la communauté de commune où se trouve l'établissement pour lesquelles des élèves de maternelle et d'école élémentaire sont scolarisés dans notre établissement.

Les charges sont également présentées par nature.

Un second changement de méthode comptable est constaté dans les comptes clos de l'association au 31 août 2023 quant à la mise en place de la recommandation du plan comptable FNOGEC, édition 2016, pour les



écoles privées au sujet des comptes d'immobilisations. Ainsi, certains transferts de comptes d'immobilisations ont été opérés, sans impact sur le résultat de l'association.

Faits marquants de l'exercice

- L'effectif moyen de l'ensemble scolaire s'établit à 890 élèves, contre 882 sur l'année précédente.
- Apport partiel de l'ensemble des investissements immobiliers à l'AIB (incidence sur le résultat exceptionnel).
- Mise en place du nouveau fonctionnement issu du schéma immobilier voulu par le diocèse :
 - Règlement d'une redevance mensuelle à compter de 09/2022
 - Baisse des charges incombant au propriétaire (assurances, taxes foncières et OM, amortissements, ...)

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

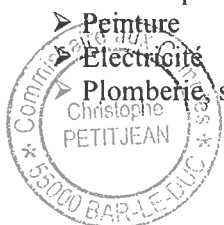
Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Il convient de rappeler que, dans le cadre de la nouvelle réglementation comptable applicable pour la première fois à notre association à compter de l'exercice 2005/2006, l'analyse des fichiers d'immobilisations de l'association et des valeurs nettes comptables au 1er septembre 2005 a fait apparaître plusieurs ensembles immobiliers à décomposer et des agencements nécessitant un ajustement des durées de leur amortissement.

Ainsi, les constructions réalisées par l'association ont fait l'objet d'une répartition sur la base des composants identifiés par les dirigeants (notamment d'après les factures des fournisseurs) ou, le cas échéant, suivants en utilisant les données issues du guide comptable et financier de la FNOGEC mis à jour au mois de septembre 2006. Cette identification a permis de détailler les éléments suivants :

- Gros œuvre
- Charpente
- Couverture, zinguerie
- Menuiserie extérieure alu
- Plâtrerie doublage
- Menuiserie intérieure
- Faux plafonds
- Serrurerie
- Carrelage
- Sols souples
- Peinture
- Electricité
- Plomberie, sanitaires



- Chauffage, ventilation
- VRD cour

Pour les autres immobilisations, les durées d'amortissement ont été, le cas échéant, réajustées en fonction de la date prévue pour leur renouvellement ou, à défaut sur la base des durées préconisées par la FNOGEC dans son guide comptable et financier mis à jour le 1^{er} septembre 2006. Ces durées sont fixées comme suit :

- Gros œuvre.....50 ans
- Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures20 ans
- Chauffage, électricité, plomberie15 ans
- Agencements intérieurs..... 15 ans

Les changements opérés à cette époque continuent de produire leurs effets et les mises à jour annuelles de nos fichiers d'immobilisation permettent désormais d'identifier davantage d'éléments qui viennent à être remplacés.

Concernant les autres immobilisations les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels..... 1 à 3 ans
- Matériel pédagogique.....3 à 10 ans
- Matériel de transport3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements donnés

Un emprunt bancaire d'un montant de 600 000 € a été souscrit au cours de l'exercice 2017-2018. Cet emprunt a été remboursé en totalité au cours de l'exercice clos le 31/08/2023.

Provisions pour gros entretiens et grandes révisions

Compte tenu de l'application de la méthode des composants au niveau de l'actif immobilisé, l'association n'a pas comptabilisé de provisions pour gros entretiens et grandes révisions.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite concernant le personnel OGEC et enseignants représentent 82 081 € au 31/08/2023.

Cette somme a été évaluée sur l'ensemble du personnel en fonction de l'indemnité qui serait perçue par chaque salarié à l'âge de 65 ans proportionnellement à son ancienneté au 31/08/2023. Aucun taux d'actualisation n'a



été appliqué. De même, les tables de mortalité et de turn-over n'ont pas été prises en compte dans cette évaluation. La méthode de calcul avait été modifiée sur l'exercice 2015/2016 à la suite de la modification de la convention collective en septembre 2015.

Provisions pour congés payés

La provision pour congés payés concernant le personnel OGEC représente 14 985 € au 31/08/2023. Cette somme a été évaluée sur l'ensemble du personnel OGEC. Au 31/08/2008, cette provision qui représentait 14 984,61 € a été enregistrée au débit d'un compte « report à nouveau ».

Informations complémentaires

Conformément à l'article de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat et à l'engagement associatif, on précise que le montant des indemnités et des rémunérations brutes des dirigeants ou cadres les mieux rémunérés de l'association s'élève à 157 144 €.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture n'est à mentionner.

Equivalent loyer

Jusqu'à la clôture de l'exercice précédent, du fait de la mise à disposition de l'immobilier scolaire sous forme de commodat par d'autres associations l'OGEC JEAN PAUL II ne supportait pas le juste montant de la charge foncière des bâtiments mis à sa disposition.

Cette pratique issue d'un historique ne permettait pas de traduire dans les comptes la réalité économique.

L'évaluation de l'équivalent loyer détaillé dans le tableau suivant avait pour principal objectif de permettre au lecteur des comptes de se faire une idée sur la charge qui pourrait être supportée par l'OGEC à raison des locaux qu'elle occupe dans le cadre de son activité d'enseignement.

A compter de cet exercice, une nouvelle organisation immobilière concernant l'ensemble des établissements scolaires catholiques du département de la Meuse a été mise en place par le diocèse de VERDUN.

Ce de ce fait, une redevance immobilière est désormais demandée au titre de la mise à disposition des locaux utilisés par l'OGEC JEAN PAUL II dans le cadre de ses activités.



Etat des immobilisations

	Valeur brute	Augmentations	
CADRE A : IMMOBILISATIONS	en début d'exercice	Mutations	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D TOTAL 1	-	-	-
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2	18 125	-	-
Terrains			-
Constructions sur sol propre			-
Constructions sur sol d'autrui	1 474 380	-	-
Constructions, installations générales, agencement.	3 003 585	-	57 504
Matériel et mobilier	1 421 405	-	74 701
Installations générales, agencements, aménagements divers			-
Autres matériels de transport	27 498	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier			-
Emballages récupérables et divers			-
Immobilisations corporelles en cours	6 804	-	-
Avances et acomptes			-
TOTAL 3	5 933 672	-	132 205
Participations évaluées par mise en équivalence			-
Autres participations	215 223	-	-
Autres titres immobilisés			-
Prêts & autres immobilisations financières	10 044	-	-
TOTAL 4	225 267	-	-
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	6 177 064	-	132 205



Etat des immobilisations (suite)

CADRE B		Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement R&D TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2		-	4 429	13 696	
Terrains		-	-		
Constructions	sur sol propre	-	-		
	sur sol d'autrui	-	1 474 380	-	
	Inst. gales., agencs. et am. const.	-	2 998 787	62 303	
Installations techniques matériel et outillage		-	-	1 496 106	
Autres immo. Corporelles	Inst. gales., agencs., amé-nagement divers	-	-		
	Matériel de transport	-	-	27 498	
	Matériel de bureau & informatique	-	-		
	Emballages récupérables & divers	-	-		
Immobilisations corporelles en cours		-	3 204	3 600	-
Avances & acomptes		-	-		
TOTAL 3		-	4 476 370	1 589 507	
Participations évaluées par mise en équivalence		-	-		
Autres participations		-	-	215 223	
Autres titres immobilisés		-	-		
Prêts & autres immobilisations financières		-	-	10 044	
TOTAL 4		-	-	225 267	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		-	4 480 800	1 828 469	



Etat des amortissements

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
TOTAL 1					
Autres immobilisations incorporelles		18 125		4 429	13 695
TOTAL 2					
Terrains					
Constructions					
		2 815 613	1 687	2 812 552	4 748
Matériel et mobilier		1 208 942	83 047		1 291 989
Autres Immobilisations Corporelles					
		27 498			27 498
TOTAL 3		4 052 052	84 734	2 812 552	1 324 234
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		4 070 177	84 734	2 816 981	1 337 929



Etat des créances

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts			9 847		9 847
Autres immobilisations financières			197		197
Clients douteux ou litigieux			101 803		101 803
Autres créances clients			40 051	40 051	
Créances r. de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			1 904	1 904	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 302	1 302	
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts, taxes et versements assimilés				
	Divers		33 102	33 102	
Groupe et associés					
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)					
Charges constatées d'avance			26 782	26 782	
TOTAUX			214 988	103 141	111 847
Montant des	prêts accordés				
	en cours d'exercice				
	remboursements obtenus				
	en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés					



Etat des dettes

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		500			500
Fournisseurs et comptes rattachés		151 570	151 570		
Personnel et comptes rattachés		9 693	9 693		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		43 917	43 917		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	30 704	30 704		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		107 043	107 043		
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance		11 584	11 584		
TOTAUX		354 011	354 511	0	500
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		255 588			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					



Tableau de variation des fonds associatifs

	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Patrimoine intégré	918 201			918 201
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations				
Subventions affectées				
Autres fonds				
Total fonds sans droit de reprise	918 201	0	0	918 201
Apports avec droit de reprise				
Legs & donations assortis d'une condition				
Subventions affectée				
Total fonds avec droit de reprise	0	0	0	0
Ecarts de réévaluation				
Réserves statutaires & contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	142 263			142 263
Report à nouveau	1 455 592	157 399		1 612 991
Résultat de l'exercice	157 399		1 282 233	-1 124 834
Résultat sous contrôle de tiers financeurs				
Subventions d'investissement	185 422		27 005	158 417
Provisions réglementées				
Droit de propriétaires (commodat)				
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	2 858 875	157 399	1 309 238	1 707 036



Etat des provisions

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	60 968	82 081	60 968	82 081
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	60 968	82 081	60 968	82 081
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	71 158	10 630	1 080,59	80 707
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	71 158	10 630	1 081	80 707
TOTAL GENERAL	132 126	92 710	62 048	162 788
Dotations et reprises d'exploitation			92 710	62 048
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				



Produits à recevoir

N°DE CPTES DE PRODUITS	INTITULE	2022/2023
74880000	SUBVENTION DIVERS	3 737,45
73182000	ASP ATELIER D'ENTRETIEN	4 966,96
	<u>TOTAL DU CPTE 4410000</u>	<u>8 704,41</u>

N°DE CPTES DE PRODUITS	INTITULE	2022/2023
74381000	DEPARTEMENT INSTALLATIONS SPORTIVES LA CROIX	10 000,00
	<u>TOTAL DU CPTE 4411300</u>	<u>10 000,00</u>

N°DE CPTES DE PRODUITS	INTITULES	2022/2023
73542000	AUTRES COMMUNES	11 400,00
	<u>TOTAL DU CPTE 44114000</u>	<u>11 400,00</u>



Charges à payer

N°DE CPTES DE CHARGES	INTITULE	2022/2023
60611100	EAU BRADFER	1 539,99
60611300	EAU LA CROIX	2 067,06
60611310	EAU LA CROIX 22	407,96
60611320	EAU LA CROIX 28	3 403,97
60611400	EAU SAINT LOUIS	485,33
60611500	EAU GYMNASSE	30,92
60612100	ELECTRICITE BRADFER 327	122,83
60612110	ELECTRICITE BRADFER 828	383,92
60612300	ELECTRICITE LA CROIX	723,05
60612500	ELECTRICITE BRADFER GYMNASSE	58,21
60613100	GAZ BRADFER	121,54
60613300	GAZ LA CROIX	767,90
60613500	GAZ GYMNASSE	171,69
60681020	BUDGET PEDAGOGIQUE LA CROIX	3 180,00
61560000	CONTRAT MAINTENANCE CUISINE	1 020,65
61562000	CONTRAT DE MAINTENANCE REPROGRAPHIE LA CROIX / ST LOUIS	185,22
61562010	CONTRAT DE MAINTENANCE REPROGRAPHIE BRADFER / ST JEAN BAPTISTE	177,09
61562100	CONTRAT DE MAINTENANCE REPROGRAPHIE ADMINISTRATION	14,56
61565000	CONTRAT DE MAINT ASCENSEUR	488,73
62261000	HONORAIRES ADMINISTRATIFS	16 000,00
62630000	AFFRANCHISSEMENTS	43,55
62656000	FAX : 29.79.17.49	65,18
	<u>TOTAL DU CPTE 408100</u>	<u>31 459,35</u>



Charges à payer (suite)

N°DE CPTES DE CHARGES	INTITULE	2022/2023
63513000	AUTRES IMPOTS LOCAUX	1 189,40
	<u>TOTAL DU CPTE 44718000</u>	<u>1 189,40</u>

N°DE CPTES DE CHARGES	INTITULE	2022/2023
64720000	DOTATION AU COMITE D'ENTREPRISE	8 365,86
64835100	COTISATIONS PREVOYANCE BRADFER	961,97
64835200	COTISATIONS PREVOYANCE LA CROIX	2 726,64
	<u>TOTAL DU CPTE 4386000</u>	<u>12 054,47</u>



Produits constatés d'avance

N°DE CPTES DE PRODUITS	INTITULE	2022/2023
	AVANCE ENCADRANT TECHNIQUE	1 333,33
	TAXE APPRENTISSAGE	10 250,29
	<u>TOTAL DU CPTE 48781000</u>	<u>11 583,62</u>

N°DE CPTES DE PRODUITS	INTITULE	2022/2023
	TRANSITION ECOLOGIQUE REGION GRAND EST	8 720,23
	TRANSITION ECOLOGIQUE REGION GRAND EST	11 193,00
	<u>TOTAL DU CPTE 44191200</u>	<u>19 913,23</u>



Charges constatées d'avance

N° DE CPTES DE CHARGES	INTITULE	2022/2023
60634000	FOURNITURES PETIT MATERIEL CUISINE	1 840,09
60637000	FOURNITURES PETIT MATERIEL INFIRMERIE	375,84
60642000	FOURNITURES POUR REPROGRAPHIE	1 148,44
60643000	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	865,49
60681010	BUDG.PEDAG.GENERAL BRADFER	5 365,94
60681020	BUDG.PEDAG.GENERAL LA CROIX	6 294,31
60681030	BUDGET PEDAG EPS	527,80
61350000	LOCATIONS M. AFFRANCHIR	154,31
61563000	MAINTENANCE LOGICIELS	557,40
61810000	DOCUMENTATION GENERALE ADMI	89,50
62140000	PERSONNEL DETACHE	1 211,20
62655300	WANADOO ABT ADSL	504,00
61561000	CONTRAT DE MAINTENANCE ALARME	529,37
61562200	CONTRAT DE MAINTENANCE GAZ	696,17
61564000	CONTRAT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	3 312,00
61671000	ASSURANCE TRAFIC NØ POL 705616804	70,15
61671200	ASSURANCE NEMO ET JUMPY	539,22
61671300	ASSURANCE VEHICULE DU PERSONNEL	670,90
60632000	FOURNITURES NETTOYAGE A REPARTIR	853,94
62310000	ANNONCES ET INSERTIONS	1 176,00
	<u>TOTAL DU CPTE 48600000</u>	<u>26 782,07</u>



Ventilation de l'effectif salarié

	31/08/2022	31/08/2023	Variations
Personnel administratif	3,00	3,00	0,00
Personnel de direction	2,50	2,50	0,00
Personnel éducatif	8,03	8,03	0,00
Personnel CDDI AVS éducatif	2,22	3,16	0,94
Personnel d'entretien	1,00	1,00	0,00
Personnel CDDI d'entretien	7,47	6,66	-0,81
Personnel informatique			0,00
Personnel d'encadrement			0,00
Personnel non enseignant (a)	24,22	24,35	0,13
Primaire	13,5	13,5	0,00
Secondaire	42	42	0,00
Classes préparatoires			
Personnel enseignant (b)	55,5	55,5	0,00
TOTAL GENERAL (a) + (b)	79,72	79,85	0,13



Montant des honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant dans le compte de résultat de l'exercice au titre de l'exercice clos au 31 août 2023 s'établit à 16 000 TTC et concerne intégralement la mission de contrôle légal des comptes de l'association.



Détermination de la capacité d'autofinancement

	31-août-23	31-août-22	31-août-21	VARIATION
Résultat net	-1 124 834	157 399	181 145	-23 746
+ Dotations aux amortissements & provisions	177 001	309 986	315 475	-132 986
- Reprises sur charges calculées	62 048	54 441	54 426	7 607
- Subventions inscrites au compte de résultat	41 033	41 671	43 025	-638
- Prix de cession d'immobilisations	263 263	0	0	263 263
+ V N C des immobilisations cédées	1 661 058	0	0	1 661 058
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	346 881	371 273	399 169	1 234 095



Tableau de Financement

	31/08/2023		31/08/2022	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
<u>RESSOURCES</u>				
Capacité d'autofinancement de l'exercice	346 881		371 273	
Valeur des cessions d'immobilisations	263 263		0	
Réductions d'immobilisations financières	0		0	
Subventions d'investissement	14 028		6 428	
Emprunts contractés	0		0	
Taxe d'apprentissage	0		0	
TOTAL DES RESSOURCES	624 171		377 700	
<u>EMPLOIS</u>				
Acquisitions de l'actif immobilisé		129 001		80 420
Augmentation d'immobilisations financières		0		0
Remboursement d'emprunts		256 088		80 550
Utilisations de fonds de dédiés		0		0
TOTAL DES EMPLOIS	0	385 089	0	160 970
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL		239 082		216 730



Tableau de Financement (suite)

	31/08/2023		31/08/2022	
	Dégagement	Besoin	Dégagement	Besoin
<u>VARIATION DES ACTIFS</u>				
Stocks et en cours	0		0	
Avances & acomptes versés sur prestations	0		0	
Clients & comptes rattachés		19 142		18 071
Autres créances	132 947		112 061	
Comptes de régularisation		2 727		4 511
<u>VARIATION DES DETTES</u>				
Avances & acomptes reçus sur prestations		1 075		1 024
Fournisseurs & comptes rattachés		29 626	20 023	
Dettes fiscales & sociales		21 510		21 671
Autres dettes		243 763	283 514	
Comptes de régularisation	1 333			13 421
TOTAUX	134 280	317 844	415 597	58 699
DEGAGEMENT NET EN FONDS DE ROULEMENT DANS L'EXERCICE		183 563	356 898	
Variation des disponibilités Variation des concours bancaires et soldes créditeurs		55 518		573 629
VARIATION NETTE TRESORERIE	0	55 518	0	573 629
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	239 081		216 730	



Du Résultat à la Trésorerie

	31/08/2023		31/08/2022	
	Impact sur la trésorerie		Impact sur la trésorerie	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Le résultat comptable est de :	-1 124 834		157 399	
Charges déduites du résultat mais ne donnant pas lieu à une sortie en trésorerie (Amortissements, provisions,...)	1 838 058		309 986	
Produits intégrés dans le résultat mais ne donnant pas lieu à une entrée en trésorerie (Reprise sur provisions,...)		103 081		96 113
Capacité de l'association à financer elle-même son exploitation	610 143		371 273	
L'association a en plus bénéficié de :				
Financements externes				
Produits de cessions et réductions des immobilisations financières	0		0	
Subventions d'investissement	14 028		6 428	
Nouveaux emprunts contractés sur l'exercice	0		0	
Taxe d'apprentissage	0		0	
Total des ressources externes	14 028		6 428	
Mais l'association a des :				
Eléments à financer				
Investissements		129 001		80 420
Remboursements d'emprunts		256 088		80 550
Total des besoins de financement de l'exercice		385 090		160 970
Compte tenu de :				
La situation de trésorerie de l'exercice précédent	1 473 834		900 206	
La situation de Trésorerie théorique à la fin de l'exercice devrait s'élever à :	1 712 916		1 116 936	
Cependant, l'association doit financer son cycle d'exploitation qui se traduit par les éléments suivants à la fin de l'exercice en cours :				
Avances & acomptes versés	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés	0	19 142	0	18 071
Autres créances	132 947	0	112 061	0
Comptes de régularisation actif	0	2 727	0	4 511
Avances et acomptes reçus	0	1 075	0	1 024
Fournisseurs et comptes rattachés	0	29 626	20 023	0
Dettes fiscales & sociales	0	21 510	0	21 671
Autres dettes	0	243 763	283 514	0
Comptes de régularisation passif	1 333	0	0	13 421
Besoins générés par le financement du cycle d'exploitation	0	183 563	356 898	0
La situation de la trésorerie à la fin de l'exercice est donc de :	1 529 352		1 473 834	



RAPPORT SPECIAL

CHRISTOPHE PETITJEAN
EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
INSCRIT AU TABLEAU DE LA RÉGION GRAND EST

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE EST

29, Boulevard de la Rochelle
55000 BAR LE DUC

TEL : 03 29 79 04 42
MAIL : cpetitjean@fidurex.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES
EXERCICE CLOS AU 31 AOUT 2023

OGEC JEAN PAUL II

28, Rue Voltaire – BP n°20009

55001 BAR LE DUC CEDEX

A l'assemblée générale de l'OGEC JEAN PAUL II,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisées ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CP

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application des dispositions de l'article R.612-7 du Code de commerce, j'ai été avisé des conventions suivantes, mentionnées à l'article L.612-5 du Code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

PREMIERE CONVENTION

Personne concernée Monsieur Stéphane COLLOT président de l'OGEC JEAN PAUL II et administrateur de FEDOLOR

Nature et Objet Cotisation payée à FEDOLOR.

Le montant pris en charge au titre de l'exercice pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 s'élève à

6 262 €

DEUXIEME CONVENTION

Personne concernée Monsieur le Directeur Diocésain Laurent DUCROS, membre de droit de l'OGEC JEAN PAUL II, représentant l'Evêque Président de l'Association Immobilière du Barrois et Monsieur Stéphane COLLOT président de l'OGEC JEAN PAUL II et administrateur de l'Association Immobilière du Barrois

Nature et Objet Mise à disposition des locaux , l'Association Immobilière du Barrois met à disposition de l'OGEC JEAN PAUL II la salle Saint Jean (gymnase pour l'école) ainsi que les bâtiments situés Rue de Guise (gymnase) et Rue VOLTAIRE à BAR LE DUC (collège et lycée) utilisés par l'OGEC JEAN PAUL II dans le cadre de son activité d'enseignement de l'école BRADFER – ST JEAN BAPTISTE, du collège LACROIX et du LYCEE SAINT LOUIS.

Le montant pris en charge au titre de l'exercice pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 s'élève à

172 000 €

TROISIEME CONVENTION

Personne concernée Monsieur le Directeur Diocésain Laurent DUCROS, membre de droit de l'OGEC JEAN PAUL II, représentant l'Evêque Président de l'Association Immobilière du Barrois.



Nature et Objet

Cotisation à la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique
de la Meuse

**Le montant pris en charge au titre de l'exercice pour la période du 1^{er} septembre 2022 au
31 août 2023 s'élève à**

18 427 €

Fait à BAR-LE-DUC, le 25 septembre 2025

Christophe PETITJEAN
Commissaire aux comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.